



Les Français et la loi PACTE

Juin 2018

“opinionway

15 place de la République 75003 Paris



Les Echos



Frédéric Micheau

Directeur des études d'opinion

Directeur de département

Tel: 01 81 81 83 00

fmicheau@opinion-way.com

“LA MÉTHODOLOGIE

“opinionway



La méthodologie



Echantillon de **1020 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'échantillon a été constitué selon **la méthode des quotas**, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.



L'échantillon a été interrogé par **questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI** (Computer Assisted Web Interview).



Les interviews ont été réalisées du **13 au 15 juin 2018**.

Pour les remercier de leur participation, les panélistes ont touché des incentives ou ont fait un don à l'association proposée de leur choix.



OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.



Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des **marges d'incertitude** : 1,5 à 3 points au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :

« Sondage OpinionWay et Comdata Group pour Les Echos et Radio Classique »

et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.



Le profil des personnes interrogées

Population française âgée de 18 ans et plus.

Source : INSEE, Bilan démographique 2015.



	Sexe	%
	Hommes	48%
	Femmes	52%



	Age	%
	18-24 ans	10%
	25-34 ans	16%
	35-49 ans	25%
	50-64 ans	25%
	65 ans et plus	24%



	Région	%
	Ile-de-France	18%
	Nord ouest	24%
	Nord est	22%
	Sud ouest	11%
	Sud est	25%



	Activité professionnelle	%
	Agriculteurs	1%
	Catégories socioprofessionnelles supérieures	26%
	Artisans / Commerçants / Chefs d'entreprise	3%
	Professions libérales / Cadres	9%
	Professions intermédiaires	14%
	Catégories populaires	30%
	Employés	17%
	Ouvriers	13%
	Inactifs	43%
	Retraités	26%
	Autres inactifs	17%



	Taille d'agglomération	%
	Une commune rurale	24%
	De 2000 à 19 999 habitants	17%
	De 20 000 à 99 999 habitants	13%
	100 000 habitants et plus	30%
	Agglomération parisienne	16%

“ LES RESULTATS

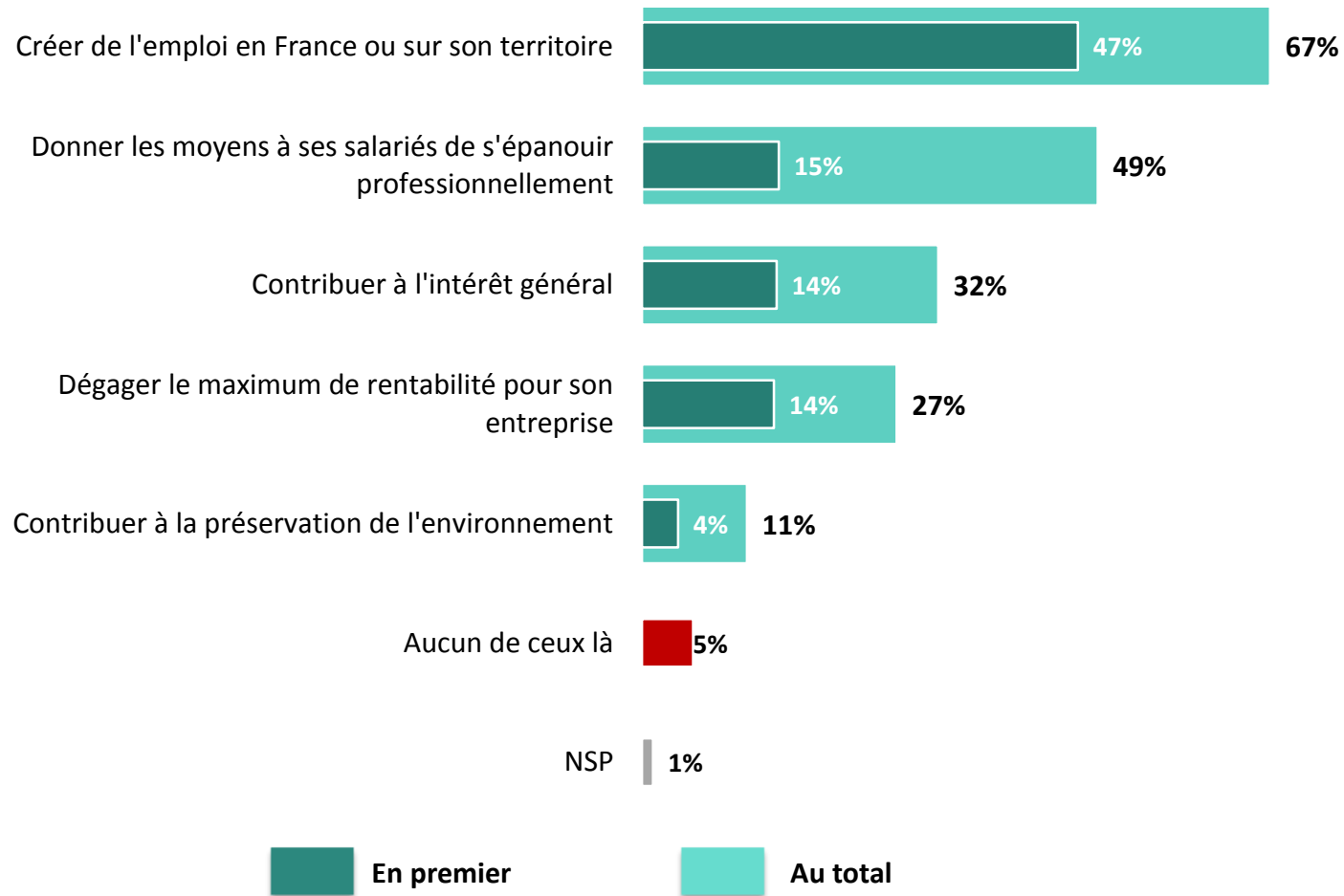
“opinionway



Le rôle principal de l'entreprise

Q. Quel est selon vous le rôle principal de l'entreprise ?

En premier ? et ensuite ?





Le rôle principal de l'entreprise

Q. Quel est selon vous le rôle principal de l'entreprise ?

En premier ? et ensuite ?



	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Créer de l'emploi en France ou sur son territoire	67%	65%	69%	57%	59%	67%	73%	70%	69%	63%	67%
Donner les moyens à ses salariés de s'épanouir professionnellement	49%	49%	49%	50%	49%	47%	51%	47%	48%	49%	49%
Contribuer à l'intérêt général	32%	33%	30%	37%	22%	31%	31%	37%	33%	29%	33%
Dégager le maximum de rentabilité pour son entreprise	27%	34%	21%	28%	22%	27%	28%	29%	29%	25%	28%
Contribuer à la préservation de l'environnement	11%	8%	14%	16%	16%	11%	10%	8%	8%	14%	11%
Aucun de ceux là	5%	4%	6%	5%	12%	6%	3%	4%	4%	8%	5%



Le rôle principal de l'entreprise

Q. Quel est selon vous le rôle principal de l'entreprise ?

En premier ? et ensuite ?



	% TOTAL	Statut					
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Créer de l'emploi en France ou sur son territoire	67%	73%	66%	64%	67%	65%	70%
Donner les moyens à ses salariés de s'épanouir professionnellement	49%	62%	48%	47%	48%	34%	48%
Contribuer à l'intérêt général	32%	30%	30%	34%	29%	35%	34%
Dégager le maximum de rentabilité pour son entreprise	27%	24%	27%	21%	30%	28%	29%
Contribuer à la préservation de l'environnement	11%	8%	12%	15%	10%	16%	9%
Aucun de ceux là	5%	-	6%	5%	6%	10%	4%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



Le rôle principal de l'entreprise

Q. Quel est selon vous le rôle principal de l'entreprise ?

En premier ? et ensuite ?

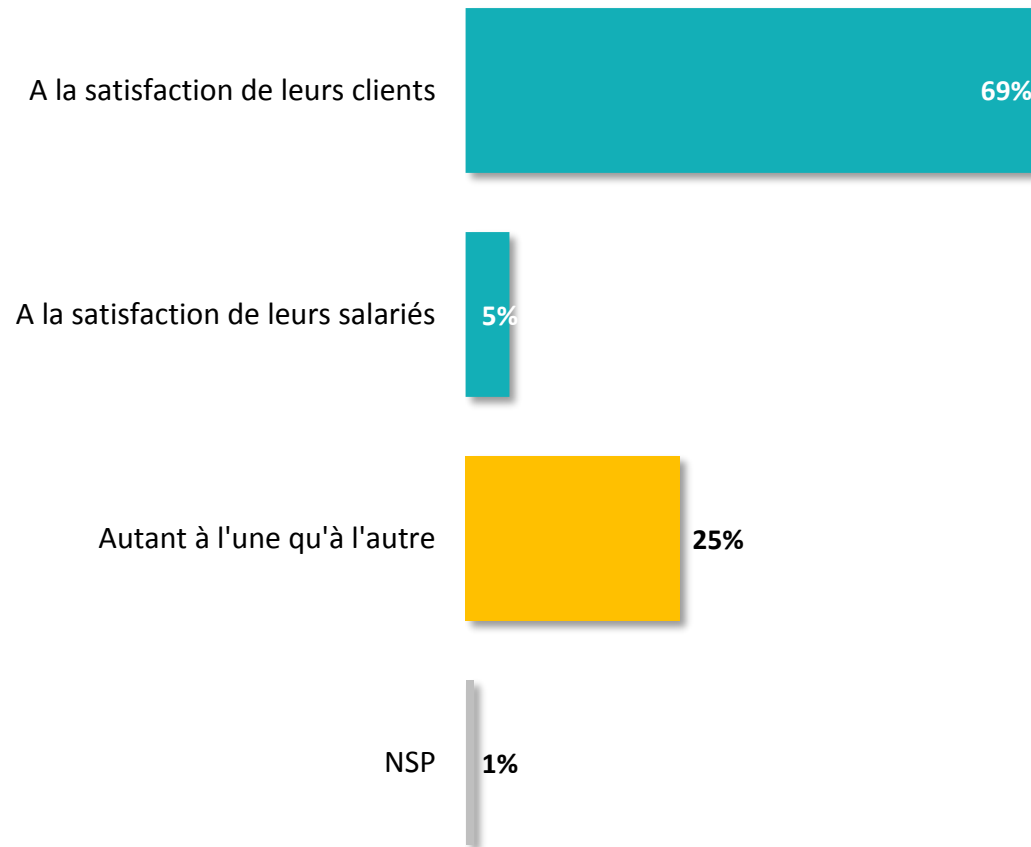


	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Front National	Sans préférence partisane
Créer de l'emploi en France ou sur son territoire	67%	59%	75%	71%	75%	69%	53%	76%	73%	75%	69%	64%
Donner les moyens à ses salariés de s'épanouir professionnellement	49%	46%	45%	54%	45%	52%	48%	49%	53%	39%	55%	48%
Contribuer à l'intérêt général	32%	42%	43%	31%	30%	24%	54%	36%	31%	38%	22%	26%
Dégager le maximum de rentabilité pour son entreprise	27%	26%	18%	30%	34%	29%	23%	30%	30%	35%	31%	20%
Contribuer à la préservation de l'environnement	11%	13%	8%	10%	9%	10%	15%	5%	8%	7%	13%	12%
Aucun de ceux là	5%	6%	5%	1%	2%	5%	3%	2%	2%	1%	4%	12%



Les parties prenantes favorisées par les entreprises

Q. Diriez-vous que les entreprises sont plus attentives... ?





La priorité des entreprises sur la satisfaction

Q. Diriez-vous que les entreprises sont plus attentives... ?



	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
A la satisfaction de leurs clients	69%	73%	65%	66%	61%	72%	74%	66%	73%	70%	68%
A la satisfaction de leurs salariés	5%	3%	7%	15%	11%	4%	2%	2%	5%	5%	4%
Autant à l'une qu'à l'autre	25%	24%	26%	18%	25%	24%	23%	32%	21%	23%	27%

	% TOTAL	Statut					
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
A la satisfaction de leurs clients	69%	58%	72%	69%	74%	52%	69%
A la satisfaction de leurs salariés	5%	14%	4%	6%	4%	14%	1%
Autant à l'une qu'à l'autre	25%	27%	23%	24%	22%	28%	30%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



La priorité des entreprises sur la satisfaction

Q. Diriez-vous que les entreprises sont plus attentives... ?



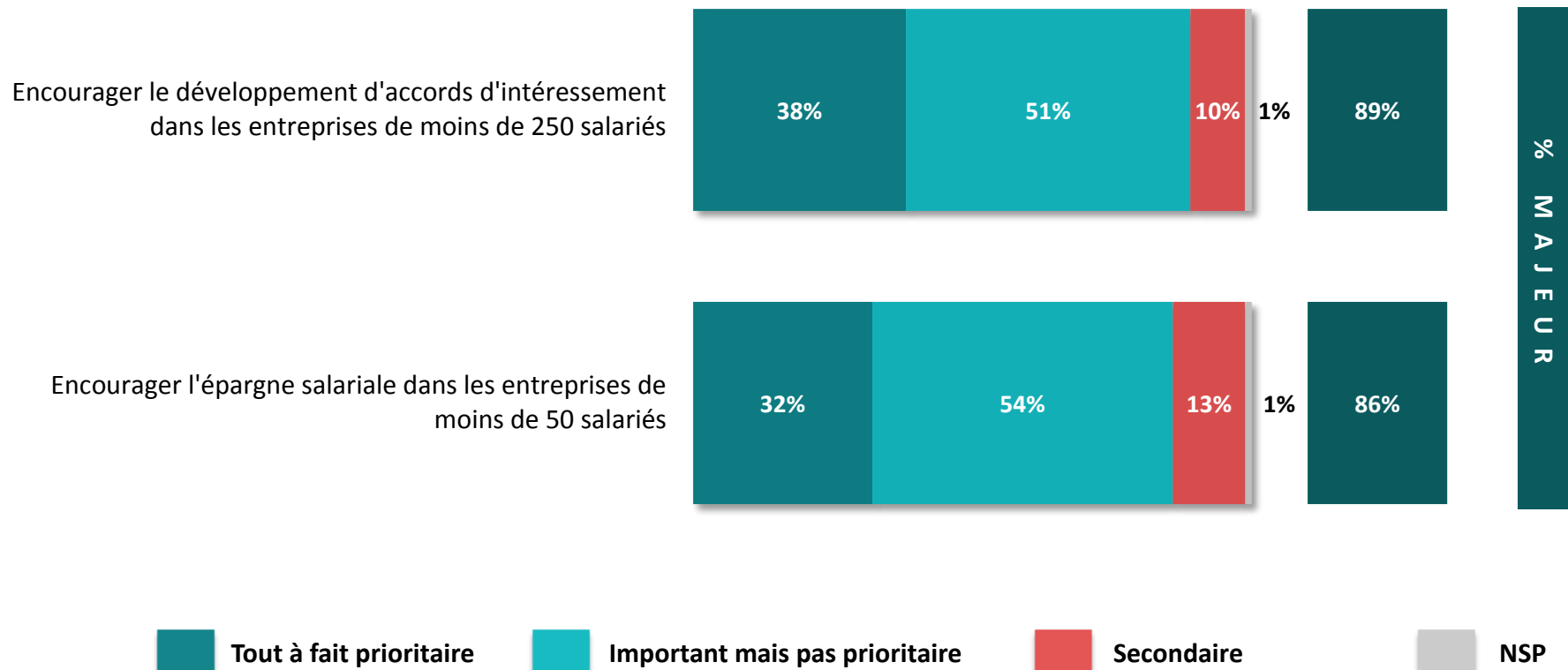
	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Front National	Sans préférence partisane
A la satisfaction de leurs clients	69%	73%	71%	62%	67%	78%	73%	71%	64%	69%	76%	66%
A la satisfaction de leurs salariés	5%	7%	9%	6%	2%	3%	8%	7%	5%	1%	4%	6%
Autant à l'une qu'à l'autre	25%	18%	20%	32%	30%	19%	19%	22%	31%	28%	18%	27%



Les dispositifs prioritaires pour les entreprises



Q. Diriez-vous qu'encourager chacun des dispositifs suivants dans les entreprises est tout à fait prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?





Les dispositifs prioritaires pour les entreprises

Q. Diriez-vous qu'encourager chacun des dispositifs suivants dans les entreprises est tout à fait prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?



	% Prioritaire	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Encourager le développement d'accords d'intéressement dans les entreprises de moins de 250 salariés	38%	43%	34%	33%	32%	35%	46%	40%	36%	40%	39%
Encourager l'épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés	32%	33%	32%	32%	30%	35%	35%	28%	34%	35%	29%

	% Prioritaire	Statut					
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Encourager le développement d'accords d'intéressement dans les entreprises de moins de 250 salariés	38%	23%	40%	35%	42%	37%	39%
Encourager l'épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés	32%	29%	35%	31%	38%	35%	28%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



Les dispositifs prioritaires pour les entreprises

Q. Diriez-vous qu'encourager chacun des dispositifs suivants dans les entreprises est tout à fait prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?

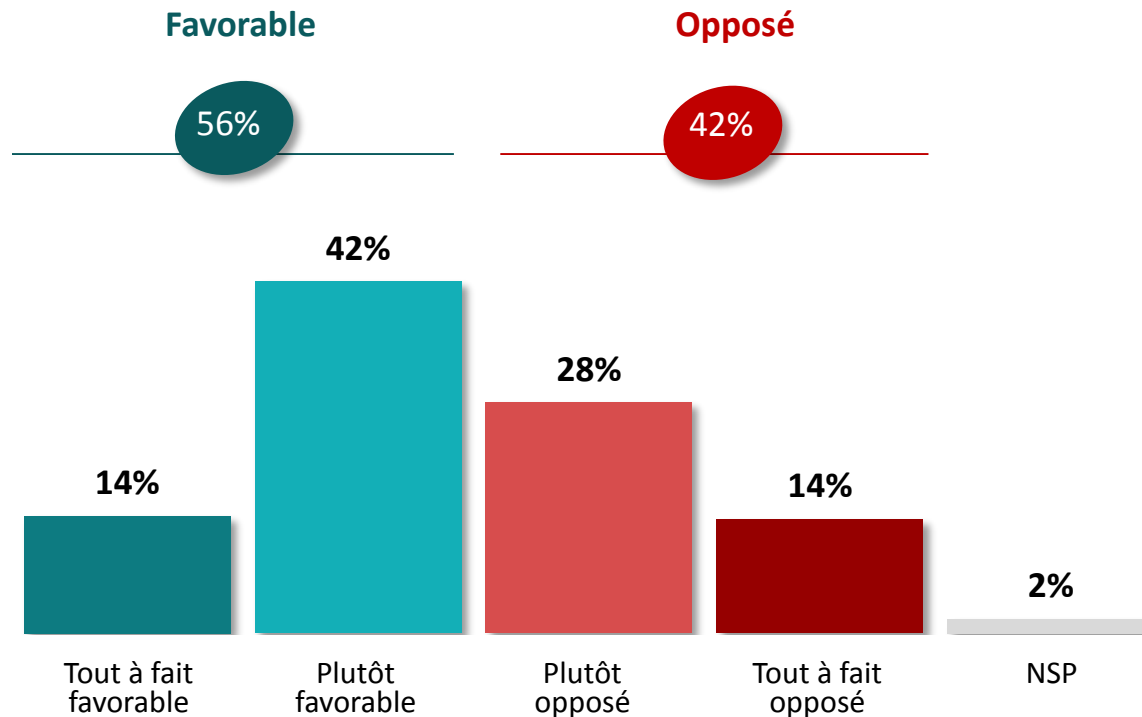


	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Front National	Sans préférence partisane
Encourager le développement d'accords d'intéressement dans les entreprises de moins de 250 salariés	38%	35%	40%	40%	43%	39%	31%	44%	44%	44%	38%	34%
Encourager l'épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés	32%	31%	27%	33%	32%	33%	23%	32%	36%	34%	32%	31%



La suppression de certaines obligations pour les entreprises de plus de 20 salariés

Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la suppression de certaines obligations faites aux entreprises lorsque leur effectif dépasse 20 salariés (augmentation de la cotisation formation professionnelle, cotisation de l'entreprise au 1 % logement) ?





La suppression de certaines obligations pour les entreprises de plus de 20 salariés



Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la suppression de certaines obligations faites aux entreprises lorsque leur effectif dépasse 20 salariés (augmentation de la cotisation formation professionnelle, cotisation de l'entreprise au 1 % logement) ?

	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Sous-total Favorable	56%	58%	56%	66%	53%	55%	58%	55%	60%	52%	57%
...Tout à fait favorable	14%	17%	12%	13%	11%	11%	14%	20%	14%	14%	16%
...Plutôt favorable	42%	41%	44%	53%	42%	44%	44%	35%	46%	38%	41%
Sous-total Opposé	42%	42%	41%	33%	44%	43%	41%	43%	39%	47%	41%
...Plutôt opposé	28%	25%	30%	23%	32%	27%	25%	31%	27%	26%	30%
...Tout à fait opposé	14%	17%	11%	10%	12%	16%	16%	12%	12%	21%	11%



La suppression de certaines obligations pour les entreprises de plus de 20 salariés



Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la suppression de certaines obligations faites aux entreprises lorsque leur effectif dépasse 20 salariés (augmentation de la cotisation formation professionnelle, cotisation de l'entreprise au 1 % logement) ?

	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Sous-total Favorable	56%	74%	55%	57%	53%	50%	57%
...Tout à fait favorable	14%	12%	14%	13%	14%	9%	18%
...Plutôt favorable	42%	62%	41%	44%	39%	41%	39%
Sous-total Opposé	42%	24%	44%	41%	46%	50%	41%
...Plutôt opposé	28%	19%	27%	25%	29%	26%	30%
...Tout à fait opposé	14%	5%	17%	16%	17%	24%	11%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



La suppression de certaines obligations pour les entreprises de plus de 20 salariés

Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la suppression de certaines obligations faites aux entreprises lorsque leur effectif dépasse 20 salariés (augmentation de la cotisation formation professionnelle, cotisation de l'entreprise au 1 % logement) ?

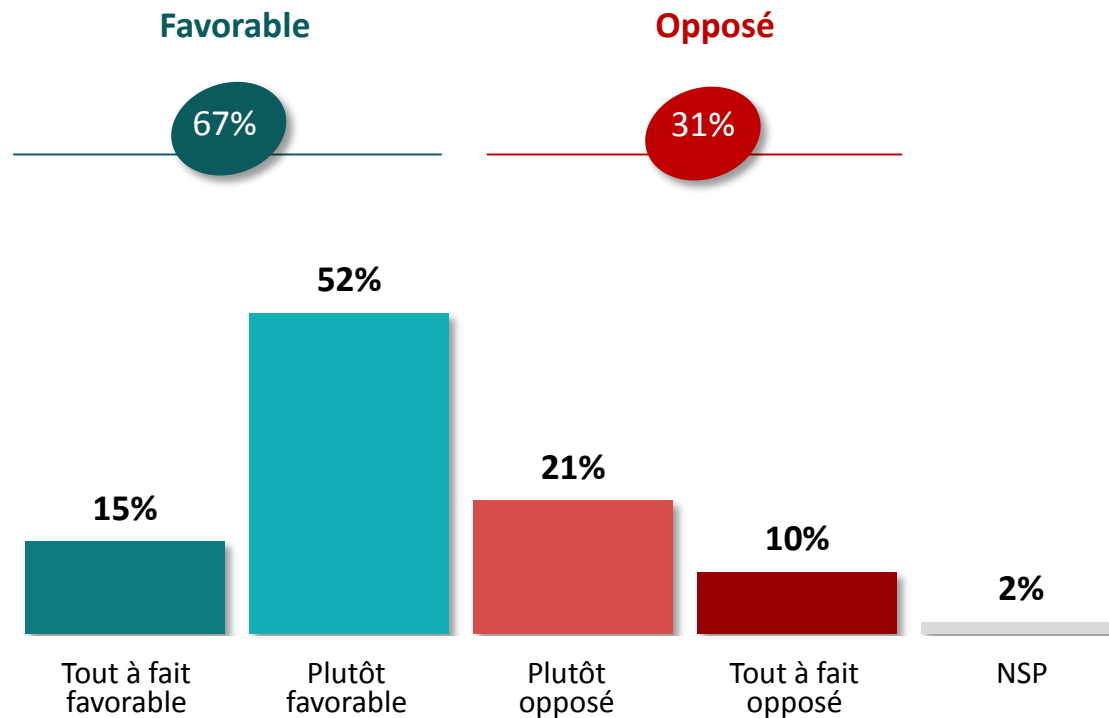


	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017						Proximité partisane					
	% TOTAL	J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Front National	Sans préférence partisane
Sous-total Favorable	56%	46%	39%	61%	69%	62%	36%	50%	74%	62%	63%	50%
...Tout à fait favorable	14%	8%	8%	15%	20%	17%	6%	10%	22%	17%	17%	9%
...Plutôt favorable	42%	38%	31%	46%	49%	45%	30%	40%	52%	45%	46%	41%
Sous-total Opposé	42%	52%	59%	39%	29%	37%	61%	49%	26%	35%	37%	47%
...Plutôt opposé	28%	28%	33%	30%	26%	26%	28%	34%	21%	32%	24%	30%
...Tout à fait opposé	14%	24%	26%	9%	3%	11%	33%	15%	5%	3%	13%	17%

“ Le jugement porté sur l’octroi d’un délai de 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations

Q. Et êtes-vous favorable ou opposé au fait de donner 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations lorsque leur effectif dépasse 50 salariés ?

1020 personnes





Le jugement porté sur l'octroi d'un délai de 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations

Q. Et êtes-vous favorable ou opposé au fait de donner 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations lorsque leur effectif dépasse 50 salariés ?



	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Sous-total Favorable	67%	65%	67%	63%	64%	65%	68%	70%	67%	64%	68%
...Tout à fait favorable	15%	16%	13%	12%	17%	12%	15%	18%	17%	13%	15%
...Plutôt favorable	52%	49%	54%	51%	47%	53%	53%	52%	50%	51%	53%
Sous-total Opposé	31%	34%	30%	35%	33%	33%	31%	28%	31%	34%	30%
...Plutôt opposé	21%	20%	23%	26%	21%	24%	19%	20%	24%	18%	22%
...Tout à fait opposé	10%	14%	7%	9%	12%	9%	12%	8%	7%	16%	8%



Le jugement porté sur l'octroi d'un délai de 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations

Q. Et êtes-vous favorable ou opposé au fait de donner 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations lorsque leur effectif dépasse 50 salariés ?



	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Sous-total Favorable	67%	74%	66%	64%	66%	57%	71%
...Tout à fait favorable	15%	18%	15%	13%	15%	16%	16%
...Plutôt favorable	52%	56%	51%	51%	51%	41%	55%
Sous-total Opposé	31%	24%	33%	34%	33%	37%	27%
...Plutôt opposé	21%	19%	21%	26%	19%	25%	19%
...Tout à fait opposé	10%	5%	12%	8%	14%	12%	8%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



Le jugement porté sur l'octroi d'un délai de 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations

Q. Et êtes-vous favorable ou opposé au fait de donner 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations lorsque leur effectif dépasse 50 salariés ?

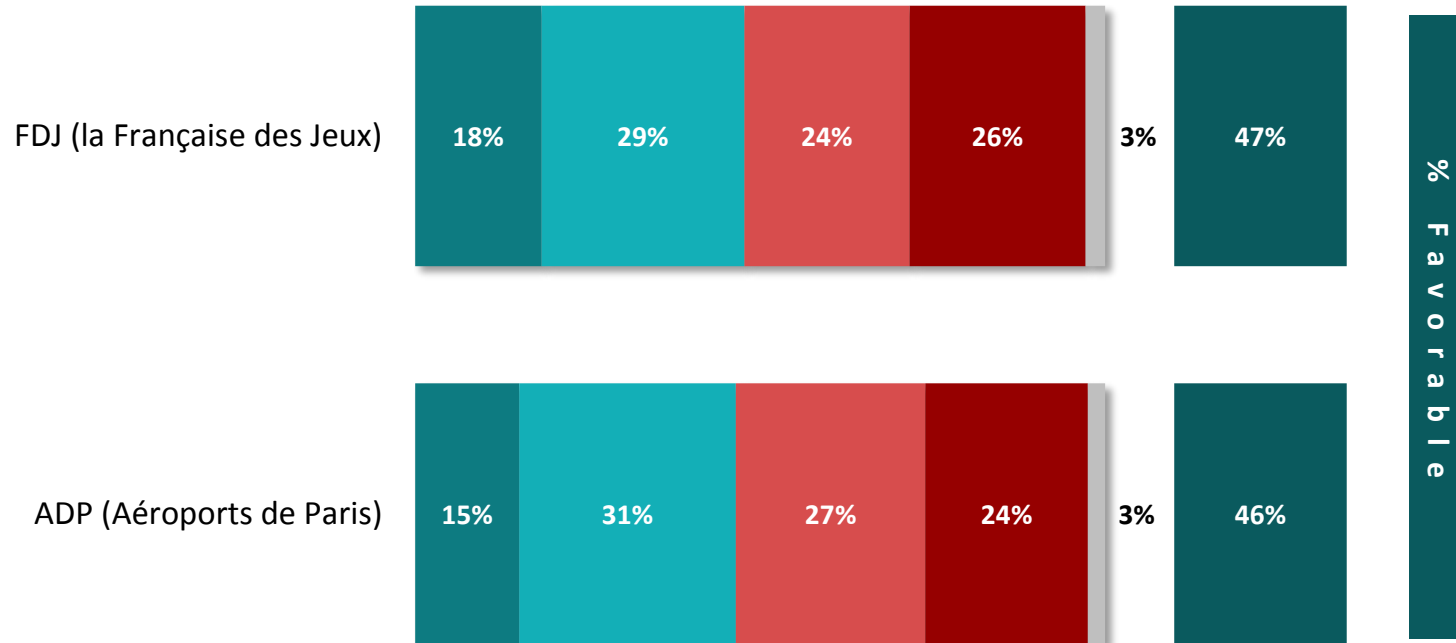


	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Front National	Sans préférence partisane
Sous-total Favorable	67%	56%	57%	74%	78%	67%	51%	64%	79%	77%	63%	62%
...Tout à fait favorable	15%	9%	13%	16%	21%	16%	14%	10%	22%	23%	16%	9%
...Plutôt favorable	52%	47%	44%	58%	57%	51%	37%	54%	57%	54%	47%	53%
Sous-total Opposé	31%	40%	43%	25%	20%	32%	46%	36%	21%	20%	35%	36%
...Plutôt opposé	21%	21%	34%	21%	17%	18%	18%	28%	18%	17%	22%	25%
...Tout à fait opposé	10%	19%	9%	4%	3%	14%	28%	8%	3%	3%	13%	11%

“ Le jugement porté sur la privatisation d’ADP et de FDJ

Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la privatisation des entreprises suivantes ?

1020
personnes



Tout à fait favorable Plutôt favorable Plutôt opposé Tout à fait opposé NSP



Le jugement porté sur la privatisation d'ADP et de FDJ

Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la privatisation des entreprises suivantes ?



	% FAVORABLE	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
FDJ (la Française des Jeux)	47%	48%	48%	57%	45%	45%	46%	49%	50%	47%	47%
ADP (Aéroports de Paris)	46%	48%	46%	42%	45%	47%	50%	45%	49%	47%	44%

	% FAVORABLE	Statut					
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
FDJ (la Française des Jeux)	47%	52%	48%	46%	49%	44%	47%
ADP (Aéroports de Paris)	46%	58%	48%	49%	47%	43%	46%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



Le jugement porté sur la privatisation d'ADP et de FDJ

Q. Êtes-vous favorable ou opposé à la privatisation des entreprises suivantes ?



	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Front National	Sans préférence partisane
FDJ (la Française des Jeux)	47%	40%	30%	56%	53%	44%	26%	33%	64%	50%	48%	49%
ADP (Aéroports de Paris)	46%	37%	31%	58%	55%	40%	25%	37%	71%	44%	45%	42%



L'ANALYSE D'OPINIONWAY

“opinionway



Les principaux enseignements 1/3

Le 1^{er} rôle de l'entreprise est de créer de l'emploi sur le territoire

- **Pour les Français interrogés, créer de l'emploi en France ou sur son territoire est le rôle principal de l'entreprise (67%).** Dans une moindre mesure, ils considèrent qu'une entreprise a pour rôle de donner les moyens à ses salariés de s'épanouir professionnellement (49%). **Les positions plus marquées quant au rôle de l'entreprise demeurent moins partagées:** 32% jugent que l'entreprise doit contribuer à l'intérêt général quand 27% déclarent que dégager le maximum de rentabilité est sa priorité. Le fait de contribuer à la préservation de l'environnement n'est citée que par 11% des répondants.
 - Les personnes travaillant à leur compte estiment encore plus que le rôle de l'entreprise est de créer de l'emploi (73% contre 66% des salariés) et de donner les moyens à leurs équipes de s'épanouir professionnellement (62% contre 48%). A l'inverse, ils rejettent davantage l'idée que le rôle de l'entreprise est d'accroître sa rentabilité (24% contre 27% des salariés).
- **Les mesures proposées dans la Loi Pacte permettant d'associer davantage les salariés aux résultats de l'entreprise sont bien reçues par les Français qui sont un tiers ou plus à les considérer comme prioritaires.** En effet, 38% d'entre eux jugent prioritaire d'encourager le développement d'accords d'intéressement dans les entreprises et de moins de 250 salariés (au total 89% déclarent qu'il s'agit d'une mesure prioritaire ou importante) et 32% considèrent comme prioritaire d'encourager l'épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés (86% prioritaire ou importante).
 - Premiers bénéficiaires de l'élargissement de ce type de mesures, les salariés du privé sont les plus nombreux à les juger prioritaires : 42% pour le développement d'accords d'intéressement et 38% pour l'épargne salariale contre respectivement 23% et 29% des personnes travaillant à leur compte.
 - Un consensus politique émerge au sujet du développement d'accords d'intéressement dans les entreprises de moins de 250 salariés: les personnes proches du Parti socialiste, de la République en Marche et des Républicains jugent cette mesure prioritaire à 44%.
- **Le souhait d'intégrer davantage les salariés dans la réussite est d'autant plus fort que les Français considèrent que les entreprises sont plus attentives à la satisfaction de leurs clients (69%) que celle de leurs salariés (5%).** Toutefois, un quart des Français jugent que les entreprises prennent autant en compte la satisfaction de leurs salariés que celle de leurs clients.
 - Un clivage dans la perception de chacun se fait jour selon le statut professionnel: 74% des salariés du privé déclarent que les entreprises sont plus attentives à la satisfaction de leurs clients qu'à celle de leurs salariés (contre 58% des personnes à leur compte).



Les principaux enseignements 2/3

Les Français se montrent favorables à l'allègement des obligations pesant sur les entreprises

- **Les Français se montrent également favorables aux mesures assouplissant les seuils fiscaux et sociaux des entreprises.** 56% des personnes interrogées se déclarent ainsi favorables à la suppression de certaines obligations faites aux entreprises lorsque leur effectif dépasse 20 salariés, comme l'augmentation de la cotisation formation professionnelle ou la cotisation de l'entreprise au 1% logement.
 - Les personnes travaillant à leur compte (74% contre 55% des salariés) et les jeunes âgés de 18 à 24 ans (66% contre 55% des seniors âgés de 65 ans et plus) se montrent particulièrement favorables à cette mesure.
 - Politiquement, on note que les électeurs d'Emmanuel Macron, de François Fillon et de Marine Le Pen au 1^{er} tour de l'élection présidentielle sont favorables à cette mesure (respectivement 61%, 69% et 62%) contrairement aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon (46%) ou de Benoît Hamon (39%).
- **Les Français se déclarent encore plus favorables à l'octroi d'un délai de 5 ans aux entreprises pour mettre en œuvre leurs obligations lorsque leur effectif dépasse 50 salariés (67%).**
 - Là encore, les personnes travaillant à leur compte se montrent particulièrement favorables à cette mesure permettant aux entreprises de se mettre en conformité sans précipitation (74% contre 66% des salariés). Les électeurs d'Emmanuel Macron et de François Fillon y sont également plus favorables (74% et 78%) que ceux de Jean-Luc Mélenchon (56%) ou Benoît Hamon (57%).



Les principaux enseignements 3/3

La privatisation d'ADP et de la FDJ reçoit un accueil mitigé de la part des Français

- **Le retrait de l'Etat du groupe Aéroports de Paris et de la Française des Jeux est globalement mal perçu par les Français interrogés.** Seule une minorité s'y déclare favorable (respectivement 46% et 47%) quand 50% se déclare opposé à la privatisation de la Française des jeux (dont 26% *tout à fait opposé*) et 51% à celle de l'ADP (dont 24% *tout à fait opposé*).
 - La possibilité créée par la Loi Pacte pour l'Etat de céder ses participations dans la FDJ et ADP reste jugée favorablement par les personnes proches de la République En Marche (respectivement 64% et 71%).

Conclusion:

- Face à la Loi Pacte, les Français se montrent favorables à l'allègement des seuils fiscaux et sociaux et à la souplesse accordée aux entreprises pour qu'elles se mettent en conformité.
- Dans un contexte où les Français interviewés estiment que les entreprises sont plus attentives à la satisfaction de leurs clients qu'à celle de leurs salariés, les mesures permettant d'associer plus étroitement les salariés aux résultats de l'entreprises sont très bien reçues.
- Toutefois, la sortie de l'Etat du groupe ADP et FDJ rencontre l'opposition des Français.



“opinionway

15 place de la République 75003 Paris

« Rendre le monde intelligible pour agir aujourd’hui et imaginer demain. »